

Face aux tentatives d'embrigadement de la vie politique

La résistance prend forme



Le chef d'état-major Ahmed Gaïd Salah. © DR

Le premier acte de ce refus des Algériens de voir leur aspiration à un État civil et démocratique étouffée dans l'œuf a été enregistré ce vendredi 10 mai, à Alger comme dans plusieurs villes du pays, lorsque les manifestants se sont ouvertement pris au patron de l'armée qui, jusqu'ici, a été ménagé de toute critique.

C'est une maxime que l'on a tort d'ignorer : trop de communication tue la communication. La surexposition politique de l'institution militaire depuis le 22 février, le rôle de voix officielle campé par le chef d'état-major, Ahmed Gaïd Salah, qui, à chacune de ses sorties publiques, livrait des réponses et donnait le cap politique à la place des nouvelles autorités politiques, et surtout les arrestations de ces deux dernières semaines, que d'aucuns n'ont pas hésité à qualifier de justice sélective, ont fini par susciter une grande inquiétude chez nombre d'Algériens. Et face à cette sombre perspective, une résistance citoyenne commence à prendre forme. Le premier acte de ce refus des Algériens de voir leur aspiration à un État civil et démocratique étouffée dans l'œuf a été enregistré ce vendredi 10 mai, à Alger comme dans plusieurs villes du pays, lorsque les manifestants s'en sont, ouvertement, pris au patron de l'armée qui, jusqu'ici, a été ménagé de toute critique, même s'il a été un personnage-clé du régime de Bouteflika. "Gaïd Salah dégage !", "Non au règne des généraux", "Un État civil et non pas militaire", "Nous avons refusé que l'Algérie devienne une monarchie bouteflikienne et nous refusons qu'elle devienne une dictature", c'est là un florilège de slogans scandés par la foule le 12e vendredi de l'insurrection citoyenne. Autre fait qui témoigne du refus des Algériens de tout embrigadement de la vie politique : les réactions scandalisées de nombre d'acteurs politiques à l'incarcération

de la porte-parole du Parti des travailleurs (PT), Louisa Hanoune, après sa convocation, la veille, par le tribunal militaire de Blida. “Les caractéristiques du coup d’État militaire apparaissent jour après jour avec le contrôle militaire de la décision politique et l’exercice de la justice par des ordres”, a pesté le président du RCD, Mohcine Belabbas. Le FFS, lui, a vu dans l’arrestation de la pasionaria du PT un “nouveau forcing du pouvoir réel algérien qui vise à faire aboutir son agenda politique en laminant toute voix discordante et en torpillant la révolution populaire”. “Faisant suite à une série d’arrestations d’anciens responsables du pays et d’hommes d’affaires, ce dernier acte fait peser de lourdes présomptions sur l’orientation que prend le cours des événements”, s’est inquiété le président de Jil Jadid, Soufiane Djilali. Même l’ancienne ministre de la Culture, Khalida Toumi, n’est pas restée insensible à l’incarcération de Mme Hanoune en la qualifiant d’“anticonstitutionnelle décidée par ceux-là mêmes qui insistent sur le respect de la Constitution”. “C’est un tournant dangereux. Mais si les décideurs comptent nous mater, ils se trompent”, a-t-elle fulminé. Les magistrats ont, à travers un communiqué de leur syndicat (SNM rendu public au lendemain des marches du vendredi, asséné : “La seule garantie et protection pour la justice et les juges ne viendrait pas d’une partie en dehors du cercle du pouvoir judiciaire, mais se concrétiserait à la suite de la mise en application d’un nombre de mesures qui consolideraient l’indépendance entière de la justice en commençant par la révision des textes et des structures qui organisent le travail du juge et de son parcours professionnel.” L’allusion aux assurances données par le chef d’état-major le 24 avril dernier aux magistrats, pour les soustraire à toute pression dans l’exercice de leur fonction, est on ne peut plus claire.

Arab Chih